

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1404 - 22 juin 1989 - 5 F

D 1404 PÉROU: PREMIÈRE ATTAQUE DU "SENTIER LUMINEUX" CONTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

"L'Eglise est au service des classes exploiteuses", déclarait en juillet 1988 le chef du Sentier Lumineux (cf. DIAL 1385), mouvement de guérilla "marxiste-léniniste-maoïste-pensée Gonzalo". Depuis quelques mois, à la question sur le comportement du Sentier Lumineux envers l'Eglise catholique, des voix autorisées de ce mouvement répondaient: "Nous la gardons pour le dessert"...

L'heure du "dessert" pour cette guérilla semble avoir sonné le 21 mai 1989, puisqu'une colonne du Sentier Lumineux a attaqué et détruit l'Institut d'éducation rurale du diocèse d'Ayaviri, sur l'altiplano, dans le Sud-Andin du Pérou, et menacé de mort la direction de cet institut, l'évêque d'Ayaviri, les missionnaires (prêtres et religieuses) du diocèse, dont la majorité sont des Français. Les menaces ne sont pas à prendre à la légère quand on se souvient que des coopérants français ont été assassinés avec des Péruviens par le Sentier Lumineux, dans la région voisine, en décembre 1988 (cf. DIAL 1371).

La même nuit et les jours suivants, la colonne de guérilleros a détruit trois autres centres de formation rurale et une coopérative agricole, et assassiné deux autorités locales et le gérant de la coopérative.

Dans le dossier ci-dessous, nous donnons les informations disponibles à cette date sur cette dernière opération destructrice et sanglante du Sentier Lumineux. En premier document, nous citons des extraits d'une interview donnée il y a quelques mois à une publication espagnole par Mgr Durand Flórez, archevêque de Callao et nouveau président de la conférence épiscopale. Sa déclaration sur le comportement du clergé étranger (spécifié "non espagnol") a été ressentie par les intéressés au Pérou comme une infâme calomnie.

Note DIAL

1. Déclaration de Mgr Durand Flórez, président de l'épiscopat péruvien, sur le clergé étranger non espagnol ("ABC", Madrid, du 5 octobre 1988 - Extraits)

Journaliste - Quelle est la situation au Pérou?

Sur le plan religieux nous travaillons à la promotion et à la purification de la religiosité populaire, qui est une chose impressionnante. Cette année, pour la clôture du Congrès marial bolivarien, il y avait un million et demi de personnes. Par ailleurs nous sommes devant une grande division dans l'Eglise à cause de la théologie de la libération. Cette théologie, avec une affinité marxiste indubitable, se présente comme l'amie des pauvres; mais en réalité, ce lien avec le marxisme la dénature et elle ne sert même pas à aider le peuple. Il y a cependant des évolutions positives.

J. Lesquelles?

Le Père Gustavo Gutiérrez, dans ses derniers livres, a clarifié et rectifié de fait beaucoup de ses prises de position. Je suis son ami et je lui demande souvent qu'il franchisse les pas qui lui manquent encore.

(...)

D 1404-1/6

J. - Quels sont ceux qui font le plus problème?

Le principal problème, pour nous, est celui des prêtres et religieuses étrangers - je ne parle pas des Espagnols - qui sont majoritairement en faveur de ce genre de théologie de la libération. Ils n'étudient pas la situation en profondeur et se laissent tromper par le refrain qu'il faut aider les pauvres. Ils reçoivent beaucoup d'aide économique des pays riches, mais ils ne donnent rien aux pauvres: tout va à leurs revues et congrès.

2. Les destructions et assassinats de "Sentier Lumineux" des 21 et 22 mai 1989

CHRONOLOGIE DES FAITS SURVENUS DANS LA PRÉLATURE D'AYAVIRI, PROVINCE DE MELGAR, DÉPARTEMENT DE PUNO, ENTRE LES 21 ET 23 MAI 1989

21 mai

17 H 30 - Trois individus armés interceptent le camion D-300 immatriculé XU-2102 sur la rivière Huayllani, à l'extérieur de la ville d'Ayaviri.

19 H 30 - Une colonne de "Sentier Lumineux" constituée d'environ 25 personnes arrive dans le camion mentionné ci-dessus et descend devant l'Institut d'éducation rurale (IER Waqrani) de la prélatrice d'Ayaviri. Ils surprennent les employés en train de manger. Les *senderistes* les rassemblent dans la cour intérieure de l'institut et après les avoir harangués, ils leur ordonnent de retirer leurs affaires de la maison. Aussitôt après la colonne se divise en petits groupes qui mettent le feu à l'ensemble des installations. Le groupe utilise de la dynamite pour détruire les locaux.

Les employés essaient d'empêcher l'incendie de la camionnette en expliquant qu' "*elle sert à conduire nos enfants au collège...*" L'un des membres du groupe leur réplique "*Les paysans ça n'a pas de voiture...*" et ils incendient le véhicule ainsi que le tracteur et la faucheuse. Un autre groupe peint des inscriptions sur les murs avec une bombe à peinture. On lit: "Vive le 9e anniversaire du commencement de la guerre populaire!", "A bas les élections! Pas de vote!", "Vive le président Gonzalo!", etc.

Les *senderistes* demandent le directeur de l'institut ou l'un des autres responsables. Aucun d'eux ne se trouvait là. Ils obligent aussi l'un des employés à hisser un drapeau rouge frappé du marteau et de la faucille. Vers 21 H 30 la colonne se retire en laissant les locaux en flammes. Les *senderistes* partent vers le hameau d'Umachiri.

23 H - La colonne de "Sentier lumineux" arrive par surprise au Centre expérimental de Chuquibambilla appartenant à l'Université nationale de l'Altiplano. Ils entrent avec violence dans les chambres des employés et des étudiants. Ils les obligent à se rassembler dehors. Puis ils mettent le feu aux bureaux du centre. Quand ils se dirigent vers l'entrepôt des machines, les étudiants cherchent à empêcher leur destruction en expliquant qu'elles sont au service du développement rural. Les *senderistes* répliquent: "*Tout ça c'est l'Etat bourgeois...*" et ils incendient le générateur d'électricité du centre, quatre tracteurs, deux camions qui se trouvaient au garage et l'atelier de menuiserie.

Comme à l'IER ils peignent sur les murs les mêmes slogans. Ils hissent deux drapeaux. Les employés déclareront plus tard que, dans la colonne de "Sentier lumineux", il y avait au moins trois femmes et des enfants de douze à treize ans. Le groupe détruit également le poste téléphonique. Il se retire au bout d'une heure de présence dans les installations et part en direction de la localité de Macarí.

22 mai

2 H du matin - La colonne de "Sentier lumineux" entre dans la localité de Macarí. Sur la place centrale les *senderistas* empêchent un camion de partir pour Juliaca. Ils obligent ses passagers à rester dans le village. Puis ils se mettent à la recherche des autorités. Ils trouvent M. Toribio Chalco qui exerce la fonction de lieutenant-gouverneur. M. Chalco est arraché de chez lui, sous les yeux de sa femme et du dernier de ses enfants. En même temps ils font sortir de sa maison M. César Vera, juge de paix du district, sous les yeux de son fils âgé de six ans. Dans la matinée on retrouvera ces deux autorités étendues mortes au bord d'une rivière, à la sortie de la localité. Pendant ce temps-là un autre groupe incendie la mairie et la cabine téléphonique. Ils hissent un drapeau rouge sur la place centrale. Ils laissent des inscriptions identiques aux précédentes et fixent une affiche de menaces de mort envers les autorités et les membres de centres de développement de la région.

4 H du matin - Avec le même véhicule ils se dirigent vers les hauteurs de la communauté d'Alto Gollana, dans le district de Macarí. Vers midi ils font sauter un relais hertzien.

8 H du matin - Mgr Francisco d'Alteroche, prélat d'Ayaviri, ainsi que le directeur de l'IER, des membres de la prélatrice d'Ayaviri et des agents de pastorale procèdent au constat des dégâts avec la police nationale (GC). Au cours de la journée Mgr d'Alteroche reçoit des témoignages de solidarité de diverses institutions ecclésiastiques et civiles du pays. Dans l'après-midi l'évêque d'Ayaviri publie un communiqué sur les événements en rappelant que "*l'Eglise d'Ayaviri, malgré tous ces actes de violence, réaffirme sa ferme volonté de poursuivre sa tâche d'évangélisation et de promotion humaine à travers l'IER et avec tous les agents pastoraux des trois provinces de Melgar, Carabaya et Sandia*".

23 mai -

10 H du matin - Mgr Francisco d'Alteroche, accompagné d'un groupe d'agents pastoraux, se rend au Centre expérimental de Chuquibambilla et au village de Macarí pour exprimer sa solidarité. Au Centre expérimental il est reçu par les responsables et les employés avec lesquels il parcourt les locaux touchés. Il leur exprime sa solidarité puis poursuit son voyage.

Il arrive au village de Macarí où, avec la population, il célèbre une messe d'enterrement dans l'église. Dans son homélie l'évêque réaffirme la valeur de la vie, don de Dieu, et l'importance de l'organisation du peuple pour la défense de la vie. Il fait sienne la demande de la population pour la poursuite du travail des religieuses dominicaines de la Présentation au collège Foi et Joie, et du soutien des prêtres de la prélatrice. L'ensemble de la population accompagne les familles à l'enterrement des victimes de la violence et s'engage à s'organiser pour la défense de la vie.

Ayaviri, le 24 mai 1989
Prélatrice d'Ayaviri

3. Communiqué de la prélatrice d'Ayaviri

La prélatrice d'Ayaviri tient à informer l'ensemble de la population que l'Institut d'éducation rurale (IER Waqrani) a été attaqué par un groupe armé s'appelant Sentier lumineux, le soir de ce 21 mai.

L'IER est une institution de l'Eglise au service de la paysannerie andine. Au long de ses vingt-cinq années d'existence, il a permis la formation agricole de milliers de paysans. Dans les derniers temps il a aidé la paysannerie à obtenir par la voie démocratique les terres nécessaires au développement des communautés paysannes.

Nous condamnons cette attaque contre l'Institut d'éducation rurale, ainsi que celles dirigées contre la ferme expérimentale de Chuquibambilla et contre la mairie du district de Macarí. Mais nous condamnons encore plus énergiquement l'assassinat de deux autorités sans défense de la localité de Macarí, le juge de paix et le lieutenant-gouverneur. La vie est un don de Dieu: "Tu ne tueras pas".

L'Eglise d'Ayaviri, malgré tous ces actes de violence, réaffirme sa ferme volonté de poursuivre sa tâche d'évangélisation et de promotion humaine à travers l'IER et avec tous les agents pastoraux des trois provinces de Melgar, Carabaya et Sandia.

Ayaviri, le 22 mai 1989

L'évêque, les prêtres, les religieuses
et les laïcs chrétiens de la prélatrice

4. Article de la publication péruvienne *Noticias Aliadas* du 8 juin 1989

PÉROU: DES INSURGÉS ATTAQUENT UN
ORGANISME DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

Par Mitre De Mott,
de l'Institut de pastorale andine
du Pérou

Pour la première fois depuis 1980, année du lancement de sa dite guerre populaire, le groupe insurrectionnel Sentier lumineux s'est attaqué à un organisme de l'Eglise catholique.

Une colonne *senderiste* de 25 personnes a, le 21 mai dernier, détruit les installations de l'Institut d'éducation rurale (IER Waqrani), un organisme de la prélatrice d'Ayaviri, dans le lointain et pauvre département de Puno de la région du sud-andin du pays. Cinq jours plus tard, les *senderistes* ont menacé l'évêque d'Ayaviri, Mgr Francisco d'Alteroche, et l'ont intimidé, ainsi que d'autres autorités locales, à "dialoguer" avec eux.

Dans les milieux ecclésiastiques on estime que la nouvelle offensive du Sentier lumineux a pour objectif de mettre fin à l'intense activité de solidarité et de promotion sociale que mène l'Eglise sur l'altiplano péruvien. Beaucoup expriment la crainte que ce ne soit là qu'un début.

Des agents pastoraux, des centres de développement non gouvernementaux, des partis de gauche et des groupes de solidarité des départements du sud ont condamné cette attaque. La prélatrice d'Ayaviri a publié un communiqué dans lequel elle réaffirme que "*malgré tous ces actes de violence*" elle poursuivra "*sa tâche d'évangélisation et de promotion humaine*".

Une vague d'attentats

A ce qu'il semble, les attaquants avaient prévu d'attenter à la vie de Ricardo Vega, directeur de l'IER, de tout technicien et moniteur qu'ils auraient rencontrés sur leur chemin. En arrivant sur place les attaquants ont en effet demandé Ricardo Vega. Mais il n'y avait là que quelques employés au moment de l'attaque qui a duré trois heures.

En raison de la violence grandissante déclenchée dans la région au cours des derniers mois, l'équipe de l'IER avait pris une série de mesures de sécurité. C'est ainsi qu'ont échappé à la destruction les documents et archives les plus importants de l'institut qui avaient été transférés en lieu sûr.

Par manière de "solidarité de classe", les *senderistes* n'ont blessé aucun des employés. Tout en mettant ceux-ci en joue avec leurs fusils, les assaillants les ont obligés à scander des slogans révolutionnaires et à assister à la destruction des installations. Un gardien de l'institut a raconté qu'à un moment donné il a voulu les empêcher de continuer à détruire les locaux en expliquant qu'ils étaient la propriété de l'Eglise. A quoi un des attaquants lui a répliqué: "*L'Eglise est l'un des pires oppresseurs des pauvres*".

Les assaillants ont essayé de détruire la chapelle de l'IER mais celle-ci n'a subi que des dégâts légers. Diverses classes et des bureaux sont par contre réduits en cendres. Un tracteur et d'autres véhicules ont également été dynamités et incendiés par le commando subversif. Quand un employé a essayé de réclamer au moment où ils mettaient le feu à une camionnette servant à transporter leurs enfants à l'école, il s'est entendu répondre que "*les paysans ça n'a pas de voiture*". Cette fois-ci le Sentier lumineux ne s'en est pas pris au bétail.

Sur les murs restés debout, les assaillants ont peint des slogans contre les élections présidentielles prévues pour l'année prochaine, et pour les occupations de terres par les paysans. Les *senderistes* ont laissé un drapeau rouge avec le marteau et la faucille hissé au mât de l'endroit.

Le commando s'est ensuite dirigé vers Chuquibambilla, à 30 km d'Ayaviri, et arrivés là les *senderistes* ont détruit le Centre expérimental appartenant à l'Université nationale de l'Altiplano et fonctionnant dans cette localité. Des ateliers et des véhicules ont été entièrement détruits. Des étudiants et des employés ont protesté en expliquant que le centre était au service du développement rural, à quoi les assaillants ont répondu qu'il appartenait à "*l'Etat bourgeois*".

De Chuquibambilla, les terroristes sont partis pour Macarí, une communauté voisine, où ils ont dynamité la mairie et tué le juge de paix, César Vera, ainsi que le lieutenant-gouverneur du district, Toribio Chalco.

Ensuite, après avoir dynamité un relais hertzien dans les environs de Macarí, les *senderistes* ont échangé pendant une heure des coups de feu avec un petit groupe de policiers de l'endroit avant de s'enfuir dans les montagnes. Sur l'insistance de Vega, la police a entrepris de les pourchasser à bord de véhicules fournis par l'IER.

Zone stratégique

Dans sa fuite l'un des assaillants a laissé tomber une carte où étaient signalés quelques localités et villages de la région, sans doute des lieux que les *senderistes* pensaient également attaquer.

En général, les activités du Sentier lumineux ont augmenté depuis la mi-mai dans tout le pays. Cela tient au fait que, le 17 mai, cette organisation célébrait la neuvième année du début de ses actions armées en 1980. Depuis 1986, année où trois cents prisonniers politiques accusés d'être *senderistes* ont été massacrés dans des prisons de Lima (1), la célébration annuelle des *senderistes* se termine généralement à la mi-juin.

Leurs opérations dans la région de l'altiplano du pays avaient commencé le 19 mai, quand un commando de destruction a tué par balles Marcelino Pachari, maire de gauche d'Azángaro, dans le Puno. En début mars la communauté d'Azángaro avait victorieusement résisté à un ordre de grève lancé par le Sentier lumineux.

Le 26 mai à Nuñoa, également dans la province d'Ayaviri, le Sentier a attaqué la Coopérative agricole Alianza. La colonne de *senderistes* a tué le gérant de la coopérative, Mateo Copa, et égorgé 400 moutons. Puis ils se sont rendus au Centre expérimental de La Raya, à une vingtaine de kilomètres, où ils ont procédé à sa destruction.

[1] Cf. DIAL D 1127 et 1144 [NdT].

L'objectif central de l'offensive de Sentier lumineux est le boycott des élections municipales prévues en novembre prochain, et des élections présidentielles de l'année prochaine. Comme élément de leur stratégie, les subversifs ont réussi à imposer des "grèves armées" dans les provinces montagneuses du centre du pays et dans d'autres régions, paralysant ainsi les activités commerciales et la circulation sur les routes. On estime qu'un tiers du territoire national est sous contrôle du Sentier lumineux et du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA).

Certains observateurs pensent que les départements de Cusco et de Puno, dans le sud-andin, sont la cible d'une importante offensive *senderiste* car ces départements font partie du "couloir stratégique" que le groupe maoïste cherche à constituer en direction de la Bolivie, ce qui faciliterait le passage d'armes, d'équipements et d'effectifs en provenance de ce pays voisin. On a appris que, ces derniers mois, plusieurs atterrissages d'hélicoptères et de petits avions avaient eu lieu pour fournir probablement des armes au Sentier lumineux à Huancané, dans le Puno.

Mais jusqu'à présent, les efforts du Sentier lumineux pour contrôler Puno se sont heurtés à la vive opposition des organisations paysannes liées à des partis de gauche.

L'autre facteur important qui a empêché la pénétration du Sentier dans la région est le travail de solidarité de l'Eglise avec les communautés paysannes. Depuis vingt-cinq ans, l'Institut d'éducation rurale a travaillé dans la ligne des évêques et des agents pastoraux qui étaient à la tête d'un mouvement paysan pour la redistribution de la terre. Ils ont soutenu les occupations pacifiques de terres menées par des paysans pauvres qui avaient été laissés de côté dans les plans de la réforme agraire décrétée en 1969 (2).

Ricardo Vega et d'autres membres de l'Institut d'éducation rurale, qui ont fait l'objet ces dernières années de menaces de la part de subversifs de gauche et de groupes para-militaires d'extrême-droite, ont abandonné temporairement la région. Mgr d'Alteroche et les autres missionnaires sont restés sur place, bien qu'ils aient reçu des menaces identiques.

Pour sa part, la Conférence épiscopale a publié un communiqué pour condamner les attentats du Sentier lumineux et ses menaces à l'encontre de hauts prélats de l'Eglise. *"Nous condamnons cette sauvagerie anti-péruvienne qui porte atteinte aux plus pauvres et empêche le progrès de notre peuple"*, précise le communiqué.

5. Communiqué du Comité épiscopal France-Amérique latine de Paris sur les événements de la région d'Ayaviri (9 juin 1989)

Nous apprenons que ce mois de mai, cinq centres de formation dont l'Institut d'Education rurale (IER) de la prélatrice d'Ayaviri (Pérou) ont été incendiés et pratiquement détruits par un groupe de la guérilla du Sentier lumineux qui sous prétexte d'"un nouvel ordre social" déstabilise la société.

Cela nous touche profondément.

Dans la prélatrice d'Ayaviri, située près du lac Titicaca, au Sud andin, travaillent depuis des décennies évêques, prêtres, religieuses et laïcs français et d'autres nationalités, en collaboration étroite avec l'Eglise péruvienne.

L'Institut d'éducation rurale où se formaient des techniciens, des responsables ruraux, des chrétiens était le symbole d'une tâche efficace, respectueuse des traditions du peuple andin, confiante dans ses possibilités de libération.

Les menaces brutales du Sentier lumineux réduisent de plus en plus au silence militants laïcs, prêtres, religieuses et mettent leur vie en péril.

Le Comité épiscopal France-Amérique latine tient à exprimer sa solidarité au peuple andin et à l'Eglise andine qui vivent l'épreuve de la violence mais ne perdent pas l'espérance.

Dans la vague des événements mondiaux de ces dernières heures, n'oublions pas le drame que vit le Pérou depuis 9 ans.

Père André Lacrampe, président du Comité épiscopal France-Amérique latine

[2] Cf. DIAL D 993, 1162, 1213 et 1241 [NdT].

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)